National Defence Défense nationale

Canadian Forces College

Collège des Forces Canadiennes

L'IMPACT DE L'EFFONDREMENT DE LA LIBYE SUR LE MALI

Major Bakary Kone

JCSP 46

Solo Flight

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2020.

PCEMI 46

Solo Flight

Avertissement

Les opinons exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2020.

Canada

CANADIAN FORCES COLLEGE – COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES

JCSP 46 – PCEMI 46
2019 – 2020

SOLO FLIGHT

L'IMPACT DE L'EFFONDREMENT DE LA LIBYE SUR LE MALI

Par le major Bakary Kone

"This paper was written by a candidate attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence."

« La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale. »

Word Count: 5,622

Nombre de mots : 5.622

L'IMPACT DE L'EFFONDREMENT DE LA LIBYE SUR LE MALI

INTRODUCTION

Les pays de la région du Sahel sont caractérisés par une fragilité endémique, en raison de leur vulnérabilité à de multiples facteurs politiques, socio-économiques et aux risques naturels. Récemment, les processus associés à la variabilité et au changement climatique ont augmenté la fréquence, l'ampleur et la propagation des catastrophes naturelles, en particulier des sécheresses, dont les impacts sont plus prononcés[1].En outre, le changement climatique déclenche des cycles de sécheresse, qui entraînent une insécurité alimentaire et, par conséquent, une instabilité sociale. Le Mali est l'un des pays les plus touchés et a été le théâtre de conflits et de crises politiques. Les conflits dans le nord du Mali et la région du Sahara central sont de plus en plus complexes. La région a traditionnellement été le théâtre de nombreuses activités commerciales illégales, telles que le trafic de drogue, d'armes ou d'êtres humains, de l'Afrique de l'Ouest et du Nord vers l'Europe [2]. En raison de l'immensité de la région et de son inhospitalité, aucun des États voisins du Sahara central, y compris le Mali, n'est en mesure de contrôler l'ensemble de son territoire. Ce développement a créé une zone sans réglementation ni police efficace et a donc rendu le Sahara central attrayant pour les "terroristes". En 2003, le Groupe pour le combat et la prédication (GSPC), devenu Al Qaida au Maghreb

---

[1] Wolkanto, A. Responsibilities and Challenges of the African Union in Maintaining Continental Peace and Security: A Case Study of the Malian Crisis. Arts Social Sciences Journal, (2016).. https://www.omicsonline.org/open-access/ -

[2] Lohmann, A Who owns the Sahara? Old conflicts, new menaces. Mali and the Central Sahara between the Tuareg, Al Qaida and organized crime. (2011). https://www.fes- pscc.org/e/who-owns-the-sahara-old-conflicts-new-menaces/

islamique (AQMI), a pris pied non seulement en Afrique du Nord mais aussi au Mali et dans certains pays voisins. C'est au milieu de cette situation complexe que la crise libyenne a éclaté.

Cependant, pour comprendre la situation complexe des conflits dans le nord du Mali et dans la région du Sahara central, et pour formuler des réponses appropriées, il faut prendre en compte les différentes lignes de conflit, les différents acteurs et les différents problèmes, car ils sont liés entre eux. Le conflit n'est pas simplement la conséquence d'une situation sécuritaire qui se détériore à cause des militants religieux. On pense que cet état de fait est le résultat de facteurs différents mais liés entre eux, qui ont un fort passé historique, y compris la question libyenne. Pour le Mali, la Libye a été particulièrement importante car son armée a recruté des milliers de jeunes combattants en bonne santé, issus de l'ethnie touareg du nord, historiquement l'opposition la plus virulente du Mali. Ils ont été à l'origine de plusieurs soulèvements armés au cours des dernières décennies[3].

La violence qui sévit depuis 2011 en Libye, pays autrefois stable, a contribué à créer un vide sécuritaire qui a permis à d'innombrables armes de sortir de Libye et a aggravé l'insurrection, l'extrémisme et la criminalité dans les pays voisins. La littérature sur le Mali semble mettre l'accent sur les querelles historiques auxquelles le Mali a été confronté, sans accorder suffisamment de respect au rôle de catalyseur de la crise libyenne. Il faut noter que plusieurs groupes criminels ont opéré avant la crise libyenne de 2011. Pourtant, c'est l'issue de cette crise qui a exacerbé la situation au Mali, donnant

---

[3] Stewart, P. Weak Links: Fragile States, Global Threats, and International Security. (2011). P.4 USA. Oxford University Press. Hardcover

des contours nouveaux et plus déformés à l'insécurité dans le pays. Ce papier va essayer de démontrer que l'effondrement d'un États peut avoir des impacts sur un autre Etat. Cette recherche se fera à travers l'étude de cas de la crise libyenne sur la politique de sécurité nationale du Mali.

Pour étayer cela, ce document va dans un premier temps analyser les facteurs de l'effondrement et de défaillance des Etats, les causes de l'impact des États en déliquescence sur les États voisins, ensuite les causes et conséquences de la crise Malienne seront évoqués et la mise en œuvre d'une politique nationale de sécurité et enfin tirer une conclusion et formuler quelques recommandations.

*

ANALYSE ET PRESENTATION DES DONNEES

Cette recherche vise à identifier et à analyser les raisons sous-jacentes de l'effondrement de l'État malien en 2012. Par conséquent, la théorie du complexe de sécurité régionale développée par Barry Buzan et Ole Waever servira de point d'ancrage à cette étude. L'idée centrale de la théorie du complexe de sécurité régionale de Buzan et Waever est que, comme les menaces de sécurité se propagent facilement sur de courtes distances plutôt que sur de longues, les menaces et les défis de sécurité sont principalement traités par la région touchée, ce qui fait que les structures régionales sont les plus concernées par les questions de sécurité[4]. Par conséquent, pour Buzan et Waever, les dynamiques régionales ont une influence cruciale sur la situation locale en matière de sécurité, tandis que l'insécurité peut également provenir d'un État et pénétrer toute une

[4] Buzan Barry and et Ole Waever "Regions and Powers" the structure of international Secrity2003

région. Cela signifie que l'insécurité et la sécurité peuvent être à la fois importées et exportées, d'un État vers la région et vice versa. La défaillance d'un État peut entraîner une faiblesse régionale et la capacité régionale peut faire disparaître les problèmes de sécurité dans un pays donné[5]. Cela conduit à l'hypothèse que l'insécurité a été importée au Mali en raison de l'absence d'une politique de sécurité régionale forte. Cela concerne en particulier la Libye, car les politiques de l'État libyen a eu une influence négative sur la stabilité au Mali[6]. La Libye, qui fait l'objet de cette étude, sera également étudiée en raison de l'influence exceptionnelle que la chute du régime de Kadhafi a eue sur la région. D'autre part, Si le Mali avait eu une politique de sécurité nationale forte et opérationnelle, la faillite de l'État malien en 2012 aurait pu être évitée.

La révolution libyenne ainsi que la récente crise de rébellion dans le nord du Mali ont été étudiées séparément par de nombreux universitaires et journalistes ; comme le montre le travail de Serwer (2011) sur l'instabilité post-Kadhafi en Libye : il aborde les questions de sécurité et d'instabilité dans le pays après le régime de Kadhafi et la façon dont la situation a été affectée dans la sous-région du Sahel.

Enfin, conformément à la pertinence géographique des États voisins, de nombreux chercheurs s'accordent à dire que le regroupement spatial des conflits peut s'expliquer par la présence des mêmes acteurs et problèmes au-delà des frontières des États. Cela indiquerait que le conflit en Libye et le retour des combattants Touaregs n'auraient dû provoquer un conflit qu'au Niger, puisqu'il est limitrophe de la Libye et que le Mali ne l'est pas. Les chercheurs soulignent également le rôle et l'importance de l'ethnicité dans la

---

[5] *Ibid*

[6] Pellerin,Mathieu Le Sahel et la contagion libyenne, ‘’Dans Politique étrangère’’ (2012/4 Hiver), P. 836

propagation des conflits civils à travers les frontières, non pas comme cause, mais comme facilitateur. Les groupes ethniques qui traversent les frontières des États, comme les Touaregs au Mali, au Niger et en Libye, sont susceptibles de s'influencer mutuellement pour mobiliser et engager leurs gouvernements respectifs dans des actes violents, ce qui augmente le risque de contagion de la guerre civile lorsque le même groupe ethnique se trouve des deux côtés de la frontière internationale.

D'autres recherches d'auteurs comme Brown (1996), dans son article "The International Dimensions of Internal Conflict, The Causes and Regional Dimensions of Internal Conflict", a décrit les causes sous-jacentes et immédiates des conflits internes comme causes et facteurs aggravants de l'insécurité[7]. Les causes sous-jacentes et immédiates de la situation malienne relèvent des facteurs suivants : Faiblesse de l'État et problèmes de sécurité intra-étatique, conséquences de l'effondrement de l'État libyen, problèmes économiques. Au niveau international, les causes immédiates du conflit au Mali sont doubles : l'effondrement de l'État libyen et la propagation de l'extrémisme islamique. Arieff (2013), dans son rapport pour le Congrès américain intitulé "Crisis in Mali", a souligné comment la propagation de la fragmentation de l'État au milieu du printemps arabe, combinée à "la propagation de l'idéologie extrémiste violente", a facilité l'entrée de trois groupes extrémistes violents au Mali : Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Ansar Dine (d'origine touareg) et le Mouvement pour l'unité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO)[8]. Il a en outre affirmé que l'effondrement de l'État libyen en 2011 a créé un vide avec des milliers de "combattants de base et des équipements relativement

---

[7] Brown Michael E. 1996 & Arieff (2013)

[8] . Arieff, A (2013). Crisis in Mali. Congressional Research Service. Accessed January 14, 2017. https://fas.org/sgp/crs/row/R42664.pdf.

sophistiqués obtenus en Libye". Au milieu de cette cause immédiate, les combattants extrémistes ont balayé le Nord du Mali et "ont imposé des codes vestimentaires et comportementaux sévères aux résidents locaux du nord"[9].

La notion de défaillance de l'État

Rice et Patrick, dans " l'Index de la faiblesse des États dans le monde en développement", ont déclaré : "Depuis le 11 septembre 2001, les États-Unis et d'autres gouvernements ont fréquemment affirmé que les menaces à la paix et à la sécurité internationales proviennent souvent des États les plus faibles du monde. En outre, ils affirment que "ces pays peuvent être la proie et la source de toute une série de menaces transnationales pour la sécurité, notamment le terrorisme, la prolifération des armes, le crime organisé, les maladies infectieuses, la dégradation de l'environnement et les conflits civils qui débordent les frontières"[10] . Rice & Patrick (2008) définissent les États faibles comme des pays qui n'ont pas les capacités et/ou la volonté essentielles pour assumer quatre séries de responsabilités gouvernementales essentielles ;

a. favoriser un environnement propice à une croissance économique durable et équitable ;

b. établir et maintenir des institutions politiques légitimes, transparentes et responsables ;

c. en protégeant leurs populations contre les conflits violents et en contrôlant leur territoire et

d. répondre aux besoins humains fondamentaux de leur population.

---

[9] (*Ibid,* P.7).

[10] Rice, S. E, & Patrick, S. (2008). *Index of state weakness in the developing world*(Rep.). Washington, DC: The Brookings Institution

Les arguments développés par Susan et Patrick sur l'incapacité de l'État à contrôler son territoire et à protéger sa population avec des institutions fortes peuvent être appliqués à la crise malienne[11]. Cependant, il existe d'autres facteurs qui peuvent affaiblir un État et créer une crise ou un conflit. Selon Aboagye dans son livre intitulé ECOMOG, a sub-regional experience, deuxième édition, le conflit social prolongé (CSP) est davantage défini par des questions d'identité communautaire[12] .En outre, il affirme que le CSP représente des luttes prolongées et violentes pour des besoins fondamentaux tels que la sécurité, la reconnaissance, l'acceptation et l'accès aux institutions politiques et la participation économique.[13]Les rébellions Touaregs maliennes répétitives depuis l'époque coloniale peuvent être attribuées à l'identité communautaire. A partir des arguments ci-dessus, on peut dire que l'échec de l'Etat peut être attribué soit à la faiblesse des institutions, soit au besoin d'une identité communautaire.

États défaillants et insécurité

Selon Basic dans sa thèse "Libya : a contemporary conflict in a failing state", les États faibles et défaillants sont craints comme des havres pour les zones illicites, violentes et non gouvernées capables de canaliser, financer et former certaines des organisations extrémistes violentes les plus brutales. Les effets de second et de troisième ordre de ces États se répercutent sur les politiques locales, régionales et internationales[14].

---

[11] Susan E. Rice and Stewart Patrick 2008 “index of state weakness in the developing world”
[12] Aboagye, F.B. (2018). ECOMOG a sub-regional experience in conflict resolution, management and peacekeeping in Liberia. P. 8-9 (Second edition).
[13] Ibid
[14] Basic, Alija (2015). Libya: a contemporary conflict in a failing state. Calhoun: The NPS Institutional ArchiveDSpace Repository https://calhoun.nps.edu/bitstream/handle/ P.29

Dans son livre intitulé "Failed States in a World of Terror", Rotberg a déclaré que les États faibles et défaillants soulèvent des préoccupations régionales et internationales parce que "la sécurité internationale repose sur les États pour se protéger contre le chaos chez eux et limiter la propagation cancéreuse de l'anarchie au-delà de leurs frontières et dans le monde entier"[15]. Il a poursuivi en disant que les organisations criminelles se tournent vers les États faibles et défaillants, incapables d'appliquer les lois, car cela signifie "un faible coût de production et de distribution de biens et de services illégaux", une main-d'œuvre criminelle bon marché et la possibilité d'acheter les fonctionnaires de l'État[16]. Une fois établies, ces organisations peuvent former des alliances avec des organisations transnationales de lutte contre la drogue, des groupes terroristes et des marchés illégaux - chacune subvertissant la légitimité du gouvernement[17] . Historiquement, les États en déliquescence ont souffert "de la porosité des frontières, d'un taux élevé de victimes civiles ; et tous restent sur la liste de surveillance humanitaire en tant que sources puissantes de personnes déplacées et de réfugiés".

LES CAUSES ET CONSÉQUENCES DE LA CRISE MALIENNE

Les causes qui ont conduit à la crise sont nombreuses, mais les causes environnementales, politiques, sociales et de rébellion seront abordées. En ce qui concerne les conséquences, la propagation du terrorisme, l'augmentation de la prolifération des armes, la migration massive, le trafic de drogue et le crime organisé seront abordés.

---

[15] Rotberg, R.I (2002). Failed States in a World of Terror. https://www.foreignaffairs.com/articles P.140
[16] *Ibid*
[17] *Ibid*

Les causes environnementales et sociales de la crise malienne

Le Mali est un pays enclavé situé au centre de l'Afrique de l'Ouest. Il se situe entre les latitudes 11°00' et 25°10' Nord et les longitudes 012°20' Ouest et 004°20' Est[18] . Le Mali couvre une superficie de 1.241.238 km2 et les 2/3 du territoire sont désertiques et partage plus de 7.000 km de frontières avec 7 pays[19] . Ces pays sont l'Algérie au nord, la République du Niger à l'est et le Burkina Faso au sud-est. La Côte d'Ivoire et la Guinée sont au sud, le Sénégal à l'ouest, tandis que la Mauritanie est au nord-ouest. Les deux tiers du territoire malien, soit 413 733 km2, sont désertiques. Cette masse terrestre comprend les régions de Mopti au centre ainsi que Tombouctou, Gao, Kidal, Menaka et Taoudeni au nord-est.Dans le passé, les régions du nord ont souffert de la sécheresse, qui a entraîné la famine. La faible pluviométrie annuelle est à l'origine de la sécheresse. Les précipitations annuelles varient entre 200 mm et 800 mm dans les régions du sahel et moins de 200 mm dans le sahara[20].

La population de ces régions est composée de Bambara, bozo, dogon, peul, songhoï, arabe, moore et touareg. La majorité de cette population est composée d'agriculteurs, de nomades et de pêcheurs. En raison des conditions climatiques de cette partie du pays, le gouvernement malien avait lancé en 2007 un programme de pluie provoquée avec un budget annuel de 3,7 milliards de francs CFA, soit environ 6,3 millions de dollars US[21]. L'objectif de ce programme était d'augmenter le taux des précipitations annuelles dans le

---

[18] Plan d'action CNCS 2016
[19] Moulaye, Z & Niakaté, M. (2011). Gouvernance Partagée de la Sécurité et de la Paix: l'expérience Malienne. P.5
[20] Plan d'action CNCS, 2016
[21] Doumbia, S (2012, September 4). Pluies provoquées au Mali : une longue histoire. *Les echos.* https://afribone.com/?Pluies-provoquees-au-Mali-Une-longue-histoire

pays mais surtout dans les régions vulnérables. Malheureusement, la crise de 2012 à affecté le programme, ce qui a eu pour conséquence l'augmentation des prix de certains aliments de base comme le riz, le mil, sorgho ainsi que le bœuf, l'agneau et le poisson. En conséquence, des tensions ont commencé entre les agriculteurs et les nomades, ce qui a causé plusieurs dégâts dans la région de Mopti. De plus, les populations se sont senties abandonnées par le gouvernement central. La poursuite des activités telles que l'augmentation des précipitations contribue à maintenir l'équilibre dans les endroits où les agriculteurs, les nomades et les pêcheurs vivent ensemble. Par conséquent, le gouvernement du Mali pourrait améliorer le programme de pluie provoquée. Cela pourrait réduire les tensions entre les populations ainsi que la pauvreté.

Les causes politiques de la crise malienne

En 2010, de jeunes étudiants et intellectuels du Nord ont créé le Mouvement National de l'Azawad (MNA) et ont annoncé leur intention de réclamer l'indépendance du Nord du Mali[22]. Embrassant l'idée d'un Azawad indépendant, des milliers de combattants maliens revenant de Libye fin 2011 ont rejoint le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), formé fin 2011 après une série de réunions à Zakak, dans le nord du Mali. Cela a été en partie la conséquence de l'échec du gouvernement à traiter avec les combattants de retour avec leurs armes sophistiquées. Alors que les combattants touaregs Imghad ont été utilisés en complément des forces armées nationales sous le commandement du colonel-major El Hajj Gamou, d'autres combattants touaregs Ifoghas

[22] Morgan, A (2012).“The Causes of the Uprising in Northern Mali,” *Think Africa Press*, https://webcache.googleusercontent.com/search?q

ne l'ont pas été [23]. Les soldats qui ont déserté l'armée malienne ont également renforcé de manière cruciale les rangs des insurgés.

En janvier 2012, renforcé par le retour des soldats à l'arme lourde de la Légion islamique de Kadhafi, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) a occupé une grande partie du nord du Mali. Le 17 janvier 2012, le MNLA et Ansar Dine ont uni leurs forces pour attaquer une garnison de l'armée malienne dans la ville d'Aguelhok, dans la région de Kidal. L'exécution rapportée de plus de 100 soldats maliens lorsque la garnison de l'armée s'est rendue le 24 janvier après avoir épuisé ses munitions a été un choc profond pour de nombreux Maliens[24]. Les piètres performances des forces armées maliennes dans la lutte contre la rébellion ont déclenché un coup d'État le 22 mars 2012, par lequel des officiers subalternes frustrés de l'armée ont renversé le gouvernement du président Touré, provoquant ainsi l'effondrement de l'État malien. Bien que le Mali ait souvent été décrit comme un phare de la démocratie, l'État a longtemps été affaibli par la corruption et par la politique de "démilitarisation" de Touré, ses alliances avec les élites locales du nord du Mali et sa dépendance à l'égard des milices ethniques pour la poursuite d'objectifs politiques étroits[25]. Par conséquent, le manque de volonté politique de La gestion de l'insurrection et la perte de moral avant le massacre d'Aghelhok, associées à la corruption, ont contribué à créer une crise politique au Mali. En conséquence, le Mali a

---

[23] Thurston, A & Lebovich, A (2013). A Handbook on Mali's 2012-2013 Crisis. Institute for the Study of Islamic Thought in Africa (ISITA).

[24] https://www.jeuneafrique.com/167687/politique/guerre-au-mali-retour-sur-le-drame-d-aguelhok/

[25] Marchal, R (2012).“The Coup in Mali: The Result of a Long-Term Crisis or Spillover from the Libyan Civil War?,” Norwegian Peacebuilding Resource Centre, March 2012, p. 2, http://noref.no/Regions/Africa/Mali/Publications/

été divisé en deux parties. Les rebelles et les alliés tenaient la partie Nord-Est tandis que les Forces Armées Malienne (FAMa) étaient déployées dans le Centre et le Sud.

Conséquences de l'échec de la Libye sur le Mali

La chute de la Libye a eu de nombreuses conséquences sur le Mali. Certaines d'entre elles seront abordées ci-dessous.

Dès le début des années 1970, de graves sécheresses associées à la marginalisation politique ont affecté les ressources déjà rares dont disposaient les Touaregs du Nord du Mali, les forçant à s'exiler[26]. L'Algérie et la Libye, en partie en raison de la présence de populations touareg sur leur sol, sont devenues une destination de prédilection pour cette génération de jeunes en quête d'emploi [27]. La route vers la Libye n'a jamais cessé depuis, car elle offrait aux jeunes maliens sans emploi un avenir radieux face à la misère du Nord Mali[28]. Certains d'entre eux ont développé des activités dans les deux pays (le Mali et la destination), que ce soit pour des emplois saisonniers ou pour des trafics informels et parfois illégaux (cigarettes, gaz, biens matériels entre autres). Ces opportunités économiques ont permis au Nord Mali de survivre aux difficultés grâce aux flux financiers et matériels autorisés par le leader libyen.

Au fil des années, les liens entre les Touaregs et Kadhafi se sont renforcés dans de multiples dimensions[29]. La Libye de Kadhafi a effectivement joué un rôle politique stabilisateur pour le Mali à travers une série de faveurs qu'elle a accordées aux

---

[26] Deycard, F & Guichaoua, Y. (2011, september). Mali and Niger Tuareg insurgencies and the war in Libya: "˜Whether you liked him or not, Gadaffi used to fix a lot of holes' . *African Arguments*, 1.
[27] *Ibid*
[28] *Ibid*
[29] Deycard, F & Guichaoua, Y. (2011, september). Mali and Niger Tuareg insurgencies and the war in Libya: "˜Whether you liked him or not, Gadaffi used to fix a lot of holes' . *African Arguments*, 1.

communautés touaregs ainsi qu'aux régimes centraux. Le Mali, comme de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, a été fortement touché par la crise libyenne de 2011, qui a entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires, une insécurité due à la prolifération des armes dans la région du Sahel et le retour de citoyens maliens fuyant la violence. Environ 30 000 Maliens sont revenus de Libye en 2011, dont 11 248 ont reçu une aide au retour par l'Organisation Internationale pour la Migration l'OIM[30].

Un autre impact majeur de la crise malienne est la migration. Avant la crise, l'économie libyenne était très dépendante des travailleurs étrangers - à la fois des travailleurs hautement qualifiés/spécialisés et d'un grand nombre de migrants irréguliers non qualifiés, ces derniers représentant notamment des centaines de milliers de ressortissants étrangers contraints de quitter la Libye. Les migrants ont quitté la Libye à la hâte et par crainte pour leur vie. Les biens et les objets de valeur ont été abandonnés dans la précipitation du départ. Une intervention internationale rapide à permis de sauver des vies et de faciliter le retour au pays, mais un retour prématuré peut avoir des répercussions fâcheuses.

De même, comme deux millions d'immigrants actifs (principalement d'Afrique subsaharienne) sur sept millions de résidents travaillaient en Libye et envoyaient de l'argent à leurs familles, de nombreuses familles sahéliennes ont souffert de l'interruption des transferts de fonds de leurs proches. Poussés par les combats et l'instabilité, et parce qu'ils avaient perdu leur emploi et étaient persécutés, près de 800 000 migrants ont fui la Libye en 2011, dont plus de 212 331 ressortissants d'Afrique de l'Ouest sont retournés

[30] Organisation internationale pour les migrations (OIM, 2012).

dans six pays d'origine dont le Mali,[31] ce qui a entraîné une baisse importante des fonds envoyés. On estime que les travailleurs migrants en Libye ont envoyé près d'un milliard de dollars US en 2010[32] .

Propagation du terrorisme dans la région du Sahel

Du 6 avril 2012 à janvier 2013 : Dans le nord du Mali, la coalition islamiste, composée d'Ansar al Din, d'AQMI et du MUJWA, a politiquement et militairement dépassé le MNLA, prenant le contrôle des villes du nord du Mali[33] .Cette phase s'est terminée par l'avancée des combattants islamistes dans la région de Mopti et leur prise de la ville de Konna[34]. La France est intervenue au Mali le 13 janvier 2013 pour arrêter officiellement l'expansion des groupes djihadistes tels que l'AQMI, le MUJAO et l'ANSARDINE, qui étaient dans le centre et le sud du pays. Avant l'intervention française à Konna, cinq groupes terroristes opéraient au Mali. Il s'agit de AQMI, Ansar dine, MUJAO, l'État islamique du Grand Sahara (ISGS) et Jama'at Nusrat al Islam wal Muslimin (JNIM), dans le but de créer un État islamique. En raison de l'opération Barkhane et de la MINUSMA, les groupes terroristes se sont déplacés vers le centre du Mali ainsi que vers les pays voisins. Ces pays sont l'Algérie, le Burkina Faso, la Mauritanie et le Niger.En raison de la grande superficie de la région du Sahara et du Sahel, le contrôle effectif de cette masse terrestre est très difficile malgré les équipements modernes et complexes de l'opération

---

[31] Organisation internationale pour les migrations OIM 2012
[32] Naik, A & Laczko, F (2012). The bittersweet return home. North African and Displacement 2011-2012. www.fmreview.org
[33]Thurston, A & Lebovich, A (2013). A Handbook on Mali's 2012-2013 Crisis. Institute for the Study of Islamic Thought in Africa (ISITA)Working Paper (Thurston & Lebovich, 2013).
[34] *Ibid*

Barkhane. Les tactiques des terroristes consistent maintenant à attaquer des unités isolées de l'armée, des civils et des soldats de la paix des Nations unies.

LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ NATIONALE ET LA CRISE MALIENNE

La formation de la plupart des États africains provient des frontières coloniales. Cela rend parfois difficile l'établissement d'une différence nette entre la population et sa langue ou son dialecte d'origine variée. Ce phénomène est présent dans la région du Sahel, où de nombreux groupes ethniques cohabitent avec des cultures et des mentalités différentes. En outre, en raison du cadre géostratégique du Sahel et de la masse terrestre de cette région, il est difficile d'établir une différence claire entre les frontières. Dans ce contexte, l'établissement d'une bonne politique de sécurité nationale requiert deux critères principaux. Le premier a trait à la capacité d'un État à disposer d'une PSN forte en éduquant et en protégeant la population ainsi qu'en disposant de services de sécurité solides. Le second concerne la capacité d'un État à collaborer efficacement avec d'autres États, notamment voisins, en élaborant une politique de sécurité commune.

Contexte de la sécurité nationale malienne

Après plus de vingt ans de démocratie, le Mali a été considéré par des étrangers comme un modèle de gouvernance démocratique en Afrique de l'Ouest, notamment dans le domaine de la gestion transformationnelle du secteur de la sécurité. Selon M. Niakaté, la crise de 2012, marquée par la résurgence de la rébellion touarègue en janvier, suivie d'un coup d'État militaire, a mis en lumière le véritable visage de la gouvernance au Mali[35].

---

[35] Moulaye, Z & Niakaté, M. (2011). Gouvernance Partagée de la Sécurité et de la Paix: l'expérience Malienne

Puis, en avril, des mouvements djihadistes islamistes sont apparus. Après une alliance temporaire avec la rébellion, les djihadistes et d'autres groupes criminels organisés, dont des trafiquants de drogue, se sont formés, ce qui leur a permis d'occuper les trois régions du nord du Mali qui constituent plus de 60 % du territoire national[36] .L'occupation par les insurgés et les groupes criminels tout au long de l'année a révélé le manque général de gouvernance au Mali, dans les domaines politique, économique, social et culturel et en matière de sécurité.

Les Raisons de l'échec de la politique de sécurité nationale (PSN) au Mali

La crise libyenne a eu des répercussions sur le Mali au point que l'argent pour le ménage et la nourriture quotidienne des familles a posé des problèmes et que certains ont dû envisager de retirer leurs enfants des écoles. Le problème semble particulièrement aigu dans les régions qui ont souffert d'une grave insécurité alimentaire pendant des années, comme le nord du Mali et certaines régions reculées du sud où la dépendance vis-à-vis des envois de fonds est particulièrement forte[37]. La guerre en Libye a eu des répercussions économiques importantes sur la situation au Mali, dans la mesure où l'aide de Tripoli était devenue l'épine dorsale des économies maliennes. Comme depuis la fin des années 90, la Libye a canalisé les flux financiers, les capitaux et l'aide au développement vers le Mali et ses pays voisins. Par conséquent, la mauvaise gestion des différentes rébellions couplée à l'incapacité de traiter correctement les rapatriés de Libye

---

[36] *Ibid*.

[37] Diarra , A.B (2015). Perspectives des technologies de l'information et de la communication pour la défense et la sécurité nationales au Mali.

a contribué à affaiblir la partie nord du Mali. Cela a montré l'absence d'une bonne PSN pour faire face à la sécurité humaine.

Le second est un lien entre la criminalité et le djihadisme qui a émergé dans le nord du Mali et dans les régions voisines du Sahel pendant le mandat de Touré[38] .Si la contrebande au Sahel remonte à plusieurs décennies, certaines entreprises criminelles et certains acteurs étaient nouveaux. Depuis les années 1980 et 1990, le trafic d'armes, de tabac et de personnes à travers le Sahara vers l'Afrique du Nord s'est intensifié, et depuis les années 2000, le commerce de la cocaïne et du cannabis s'est développé[39] .Parallèlement au commerce de la drogue, des factions djihadistes sont apparues à la suite de la guerre civile qui a débuté en 1992 dans l'Algérie voisine. En 2003, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat, d'origine algérienne, qui s'est rebaptisé "Al-Qaida au Maghreb islamique" (AQMI) en 2007, a commencé à kidnapper des touristes occidentaux et des travailleurs humanitaires dans la région du Sahara et du Sahel[40].

La troisième est la corruption sous le régime du président Touré. En effet, la corruption est un autre problème majeur qui a affaibli les institutions de l'État, sapé la foi populaire dans le système politique et permis l'activité prédatrice de groupes criminels et djihadistes dans le nord. Dans un geste qui symbolise l'inquiétude croissante face à la corruption du régime, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a suspendu deux subventions au Mali et en a supprimé une troisième en 2010,

---

[38] Freedom C Onuoha & Alex Thurston,. **"**The Tuaregs and the 2012 Rebellion in Mali" 2013 https://scholar.google.ca/scholar?q=Onuoha+%26+Thurston,+2013)

[39] Lacher, W.2012 Organized Crime and Conflict in the Sahel-Sahara Region. Carnegie Endowment for International Peace, September 2012. https://www.iom.int/files/live/sites/iom/files/

[40] 80 enlèvements auraient été réalisés au Sahel depuis 2007. MANDRAUD Isabelle et Jean-Philippe REMY, « AQMI, la nouvelle donne », *Le Monde, Géo et politique,* lundi 12 mars 2012, p.4.

affirmant que les fonds de subvention avaient fini dans les poches des fonctionnaires. Ce scandale a donné lieu à des enquêtes officielles sur le ministre de la santé, Ibrahim Oumar Touré, et sur environ quatorze autres fonctionnaires en 2011[41]. La corruption a affaibli l'armée, une tendance qui a eu des ramifications dans le nord, où le président Touré a accepté de ne laisser que quelques soldats dans le nord du Mali après un accord de paix en 2009. Par conséquent, la corruption et l'absence de responsabilité pourraient contribuer à affaiblir un État. Il est important pour le Mali de mettre en place des institutions capables de protéger le pays et la population contre les mauvaises pratiques en appliquant la loi.

La quatrième est l'absence de l'État dans la partie nord du pays. En effet, le constat a montré qu'avant la crise de 2012, la stratégie de sécurité nationale malienne se concentrait sur la question de l'insécurité dans les régions du nord de Tombouctou, Gao et Kidal. La situation politique et économique au Mali était caractérisée par l'absence de l'État dans les régions éloignées et les zones situées à l'écart des capitales régionales, en particulier dans le nord et le centre du pays.

L'absence de structures étatiques et donc de garantie que le gouvernement central est en mesure de s'affirmer, n'est pas un problème causé par la rébellion de 2012, mais existe au contraire depuis des décennies. En conséquence, dans une grande partie du pays, le gouvernement ne parvient pas à répondre aux besoins fondamentaux de la population en termes de sécurité juridique, d'éducation, de santé, d'infrastructures et de sécurité. Ce

[41] http://www.rfi.fr/fr/afrique/20110603-inculpation-ancien-ministre-sante-malien-oumar-ibrahima-toure

manque de capacité de l'État a encouragé la formation de groupes armés de toutes sortes, qu'il s'agisse de terrorisme à motivation religieuse ou pour des raisons criminelles.

La nécessité d'une politique de sécurité nationale adéquate pour contrer la menace

Le paysage sécuritaire du Mali a longtemps été dominé par un banditisme urbain et périurbain croissant, de multiples conflits communautaires, avec parfois une rébellion récurrente dans le Nord, des crises scolaires et des revendications corporatistes qui s'ajoutent à l'insécurité[42]. Différentes formes d'insécurité et de violence, dont beaucoup sont liées aux problèmes socio-économiques du pays, affectent le Mali[43] .En novembre 2005, les autorités maliennes se sont penchées sur la question en organisant le traitement des questions de sécurité et de paix. L'une des principales recommandations a été l'adoption d'une nouvelle approche axée sur la sécurité des personnes (sécurité humaine) et d'un nouvel objectif pour l'État malien : la démocratisation du secteur de la sécurité [44].Toutefois, ces recommandations n'ont pas été mises en œuvre.

Les rébellions lancées le 17 janvier 2012 par le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), ainsi que les plaintes de certains soldats sur leurs conditions de vie et de travail, ont mis à mal la stabilité du pays et l'unité nationale[45] .Ces deux événements ont conduit à la crise la plus grave de l'histoire du pays, à une échelle multidimensionnelle[46]. Cette crise a été caractérisée par l'éruption de militaires et

---

[42] Moulaye, Z & Niakaté, M. Gouvernance Partagée de la Sécurité et de la Paix: (2011).P.5 l'expérience Malienne .
[43]Dicko, Z. F & Sangaré, K Genre et Sécurité au Mali, état des lieux et nouvelles perspectives. (2011). P.5 https://issat.dcaf.ch/download
[44] *Ibid*.
[45]Dakouo, A , Etude du Secteur de la Sécurité au Mali, 2016. http://www.afrique-gouvernance.net/bdf_document-1756_fr.html .
[46] *Ibid*

d'éléments des forces de sécurité dans l'arène politique; des dissensions au sein des forces de défense et de sécurité ; la rupture des chaînes de commandement ; l'amplification de l'érosion de l'autorité de l'État.[47]Il était nécessaire de réformer le secteur de la sécurité. D'où l'approbation d'une Loi d'Orientation et de Programmation Militaire LOPM par les législateurs.

Loi d'Orientation et de Programmation Militaire LOPM

La LOPM concerne l'armée de terre, l'armée de l'air, la garde nationale et la gendarmerie. La LOPM est un programme de cinq ans qui a débuté en 2015 et se terminera en 2019. La LOPM coûtera 1 230 milliards de francs CFA, soit environ 2,10 milliards de dollars US[48]. Le programme vise à recruter, former et équiper la FAMa. Cependant, pour un besoin réel en ressources humaines estimé à près de 20 000 hommes, il devrait recruter environ 10 000 hommes en cinq ans. Cela a montré l'inefficacité de la LOPM depuis le début, car les attentes sont plus élevées que prévu. Le montant total de ce recrutement est de 42 981 240 066 francs CFA, soit environ 72 millions de dollars US[49]. En outre, certains services comme l'armée de l'air et l'armée de terre ne disposaient pas de l'équipement nécessaire pour leurs missions. Par exemple, l'Armée de l'Air disposait de 2 hélicoptères MI-35 au lieu de 4 prevus et de 4 Super Tucano au lieu de 6. Le manque de financement suffisant et certaines raisons politiques ont contribué à réduire l'efficacité du programme, d'où la réforme du secteur de la sécurité. Il est donc important de considérer

---

[47] *Ibid*
[48] Depêche du Mali, 2015. LOPM. http://www.depechesdumali.com/6262-loi-d-orientation-et-de-Programmationmilitaire/
[49] *Ibid*

les facteurs politiques, économiques, sociaux et environnementaux de la crise malienne afin d'apporter une solution définitive au problème.

Conclusion

L'impact de la crise libyenne sur le Mali a été désastreux. Les principales victimes ont été les populations du nord et du centre du pays. Ces impacts ont été sociaux, économiques, culturels et sécuritaires. Pendant l'occupation des régions de Tombouctou et de Gao par le MNLA et ses alliés, de nombreuses personnes ont perdu leurs mains ou leurs jambes à cause de la loi islamique de la charia. D'autres ont été battus en public parce que ils étaient coupables de féminisation. En outre, les femmes étaient violées ou mariées de force. De ce fait, de nombreuses personnes ont migré vers les pays voisins ou vers la partie sud du Mali. En conséquence, les activités économiques dans les régions du nord ont considérablement diminué en raison du manque de personnel et de l'insécurité. À bien des égards, la chute du régime Kadhafi n'a fait que révéler et catalyser les faiblesses existantes et les anciennes tensions. La rébellion du MNLA de 2012 n'était pas la première des Touaregs à revendiquer l'indépendance, l'autonomie ou un meilleur accès aux ressources du pays et aux fonds internationaux. De même, la présence de groupes armés considérés comme des terroristes n'est pas nouvelle dans la région. Le GSPC et Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) sont présents dans le nord du Mali depuis 2003, bénéficiant d'une tolérance plus ou moins grande de la part des autorités maliennes et d'alliances avec la population locale, en particulier les Arabes. Si cette situation a mis à jour des dynamiques anciennes, elle alimente également des reconfigurations internes et régionales, de l'intégration des populations dans les États post-indépendance à la mondialisation de l'Islam africain et aux réactions des États à ce nouvel ordre

géostratégique. Pour comprendre l'impact de la crise libyenne sur le Mali, il faut analyser les conséquences pour la région du Sahel de la chute de Kadhafi et les racines de la situation au Nord du Mali, ainsi que les transformations en cours et les réactions du gouvernement malien face à la menace d'instabilité, qu'il ne peut surmonter seul sans la coopération régionale et internationale.

RECOMMANDATIONS

Afin d'aider le Mali à mettre en œuvre de manière effective et efficace une bonne politique de sécurité nationale, les recommandations suivantes sont formulées :

- Affecter davantage de fonds à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une bonne politique de sécurité nationale au Mali. L'étude a révélé le manque de fonds suffisants pour la LOPM.
- Lutter contre l'injustice afin de redonner confiance à l'État par la population. La plupart du temps, il y a un manque de responsabilité au niveau politique de l'État. Cela contribue à affaiblir le pouvoir de l'État parce que les gens ne suivent aucune règle. C'est la loi du plus puissant. Il est nécessaire de renforcer la justice dans tous les secteurs.
- Renforcer la sécurité dans les frontières, en particulier avec la Mauritanie et l'Algérie, afin de protéger la population contre les abus et les attaques. Le sentiment de la population d'être importante dépend de la présence de l'Etat en résolvant les problèmes de sécurité. L'échec de cette démarche crée beaucoup de problèmes. Il est nécessaire d'équiper, de recruter et de former les services de sécurité afin qu'ils puissent remplir leurs fonctions efficacement.

- Renforcer les institutions pour faire face aux différents défis tels que la mauvaise gouvernance et ses racines comme la corruption, le manque de responsabilité et de transparence. Cela pourrait contribuer à résoudre le déficit économique et le problème du chômage des jeunes. Cela pourrait contribuer à gagner la confiance de la population envers l'État. La gestion des institutions de l'État doit être transparente.

BIBLIOGRAPHIE

Aboagye, F.B. (2018). ECOMOG a sub-regional experience in conflict resolution, management and peacekeeping in Liberia. (Second edition). Accra,.Ulinzi Africa Resources.

Arieff, A (2013). Crisis in Mali. Congressional Research Service. Accessed January 14, 2017. https://fas.org/sgp/crs/row/R42664.pdf.

Basic, A (2015). Libya: a contemporary conflict in a failing state. Calhoun: The NPS Institutional ArchiveDSpace Repository. https://calhoun.nps.edu/bitstream/handle/10945/45160/15Mar_Basic_Alija.pdf

Buzan Barry and et Ole Waever "Regions and Powers" the structure of international Secrity2003

Dakouo, A (2016). Etude du Secteur de la Sécurité au Mali, 2016. http://www.afrique-gouvernance.net/bdf_document-1756_fr.html

Diarra , A.B (2015). Prospects of information and communication technology for national defence and security in Mali.

Deycard, F & Guichaoua, Y. (2011, september). Mali and Niger Tuareg insurgencies and the war in Libya: "˜Whether you liked him or not, Gadaffi used to fix a lot of holes' . *African Arguments*,

Doumbia, S (2012, September 4). Pluies provoquées au Mali : une longue histoire. *Les echos.*1 https://afribone.com/?Pluies-provoquees-au-Mali-Une-longue-histoire/

1. Lohmann, A Who owns the Sahara? Old conflicts, new menaces. Mali and the Central Sahara between the Tuareg, Al Qaida and organized crime. (2011). https://www.fes-pscc.org/e/who-owns-the-sahara-old-conflicts-new-menaces/

Pellerin, M. (2012). "Le Sahel et la contagion libyenne." *Politique Etrangère.*

Plan d'Actions National pour la Mise en Place du Cadre National pour les Services Climatiques Au Mali (2016). http://www.wmo.int/gfcs/sites/default/files/Mali_Plan%20d%27Action%20du%20CNSC_Version%20mars%202017_Final.pdf

Moulaye, Z & Niakaté, M. (2011). Gouvernance Partagée de la Sécurité et de la Paix: l'expérience Malienne. Abuja, Nigeria .Friedrich-Ebert-Stiftung, Bureau Régional, Abuja,12 Marrakesh Street, Wuse II.

Osisanya, S. (2014). National Security versus Global Security. UN Chronicle at the web site , https://unchronicle.un.org/article/national-security-versus-global-security

Rice,S.E. (2003. The New National Security Strategy: Focus on Failed States. Report on Brookings, https://www.brookings.edu/research/the-new-national-security-strategy-focus-on-failed-states/

Rotberg, R.I (2002). Failed States in a World of Terror. https://www.foreignaffairs.com/articles

Stewart, P. (2011). Weak Links: Fragile States, Global Threats, and International Security. USA. Oxford University Press. Hardcover.

Thurston, A & Lebovich, A (2013). A Handbook on Mali's 2012-2013 Crisis. Institute for the Study of Islamic Thought in Africa (ISITA)Working Paper. Serieshttps://buffett.northwestern.edu/documents/working-papers/ISITA-13-001-Thurston-Lebovich.pdf

Wolkanto, A. Responsibilities and Challenges of the African Union in Maintaining Continental Peace and Security: A Case Study of the Malian Crisis. Arts Social Sciences Journal, (2016). https://www.omicsonline.org/open-access/

Accord d'Alger pour la restauration de la paix, de la sécurité et du développement dans la région de Kidal, Algiers, Algeria, July 4, 2006. http://peacemaker.un.org/mali-accordalger2006

Group, I. C. (2013). Guerre au Mali: Retour sur le drame d'Aguelhok. *Jeune Afrique*,